



Le meilleur hommage que nous puissions rendre à Sylvie Trémouille et Daniel Buffière c'est de défendre les missions et les statuts des agents du Ministère du Travail !

Il y a 10 ans, le 2 septembre 2004, Sylvie Trémouille, contrôleuse du travail, et Daniel Buffière, contrôleur de la MSA, étaient assassinés par un exploitant agricole à Saussignac.

Il est important de rappeler que cet acte odieux n'a jamais donné lieu à une mobilisation ministérielle à la hauteur des dérives largement diffusées et soutenues par divers groupements d'employeurs à l'encontre des services de l'inspection du travail.

Ainsi, le gouvernement n'a condamné que du bout des lèvres ces deux assassinats préférant parler de simple « drame » pour les déconnecter de leur contexte social.

En effet, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, n'ont cessé de critiquer les droits des travailleurs, d'affaiblir le Code du travail, d'attaquer l'inspection du travail.

La condamnation pénale à 30 ans de réclusion du meurtrier ne masque pas que c'est dans ce contexte de délégitimation des contrôles en entreprise que, 10 ans après les assassinats, les obstacles, outrages et autres agressions ont été multipliés par 4 !

L'inspection du travail, chargée d'une mission de protection des travailleurs à travers la mise en œuvre d'un Code du travail – toujours protecteur des salariés malgré sa remise en cause par tous les gouvernements successifs – est toujours aussi menacée.

L'inspection du travail est, pour le MEDEF dont le gouvernement se fait le serviteur zélé, une contrainte insupportable (droit d'entrée de jour comme de nuit, contrôle inopiné, pouvoir d'enquête et d'audition, etc.), d'autant qu'elle a un lien direct avec les travailleurs et leurs syndicats, qu'elle bénéficie d'une indépendance d'action garantie par une convention internationale et qu'elle ne peut en cela être formellement supprimée.

Pour en finir avec l'inspection du travail, il faut donc sans cesse la réorganiser (combien de réforme depuis 10 ans, combien d'expérimentations ?) pour obéir à des « priorités nationales » fumeuses, coupée de la demande sociale, et ainsi la briser dans son indépendance d'action.

C'est le sens de la réforme de l'inspection du travail que le gouvernement met actuellement en œuvre. Elle détruit encore un peu plus son caractère territorial et généraliste. Elle casse avant tout le collectif de travail et se traduit sur le terrain par une suppression de 10% des postes de contrôle et le renforcement de l'encadrement intermédiaire chargé de mettre au pas les contrôleurs et inspecteurs du travail.

Depuis toujours les agents de l'inspection et du ministère du travail se mobilisent sans relâche pour résister à ces attaques. 10 ans après les meurtres de Saussignac, les agents et les missions de l'inspection du travail restent toujours à défendre parce que les attaques contre l'inspection du travail sont par nature des attaques contre les droits des travailleurs. D'autant qu'au même moment, le gouvernement VALLS II entend remettre en cause des pans entiers du Code du travail (seuils sociaux, travail du dimanche, 35h, etc.).

Aujourd'hui, nous rendons réellement hommage à Sylvie TREMOUILLE et à Daniel BUFFIERE en réaffirmant notre attachement à nos missions, à nos statuts, contre la casse du Code du travail.

**Tous ensemble, refusons la baisse des effectifs,
la dégradation de nos conditions de travail
et du service rendu aux salariés !**

Zéro suppressions d'emploi !

Refus de toute surcharge de travail !

Aucune mobilité imposée !

Non aux pools de secrétariat !

Affectation des secrétaires à des agents de contrôle et non à l'UC !

SNU, FO, CNT, CGT et CFTC appelleront courant septembre à une heure d'information syndicale pour organiser la défense de nos conditions de travail et préparer les mobilisations à venir.